

Investissement étranger—Loi

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Ceux qui ne sont pas d'accord auront l'occasion de répliquer. La propriété étrangère au pays cause la perte de centaines de millions de dollars en mises de fonds et de centaines de milliers d'emplois. Une bonne partie de notre industrie pétrolière a appartenu pendant bon nombre d'années à des actionnaires d'Angleterre et des Pays-Bas. Je me permets de signaler aux députés que la Supertest, une des rares compagnies d'appartenance canadienne, a été reprise par la British Petroleum Company, qui appartient à des actionnaires étrangers, mais dont le portefeuille majoritaire appartient au gouvernement de la Grande-Bretagne. J'aimerais que les députés me disent qui bénéficie de cette opération au Canada.

Autre aspect à signaler, comme ces compagnies pétrolières sont d'appartenance étrangère, les travaux de recherche et d'expansion dont on charge des jeunes hommes de science sont confiés à de jeunes Anglais, Américains et Hollandais plutôt qu'à des jeunes Canadiens. Voilà à mes yeux un deuxième résultat négatif de la propriété étrangère.

Je voudrais signaler en troisième lieu qu'en raison de l'appartenance étrangère les avantages de l'activité des compagnies, dans les industries pétrochimiques et plastiques, s'en vont à l'extérieur du pays et notamment de l'Alberta. Ce ne sont ni les gens de l'Alberta ni ceux du Sud de l'Ontario, où se fait la plus grande partie de la fabrication au pays, qui bénéficient de ces recherches et de cette expansion. Ceux qui bénéficient des industries secondaires ou connexes, ce ne sont ni les Albertains ni les Canadiens, mais les habitants de la Grande-Bretagne, de la Hollande et des États-Unis.

Permettez-moi de signaler une troisième conséquence négative du développement des ressources naturelles de l'Alberta par le secteur privé. Le député de Crowfoot a parlé de faire la même chose pour les sables bitumineux que ce que nous avons fait pour le reste de l'exploitation pétrolière dans la province de l'Alberta. Je tiens à lui dire qu'il est grand temps de mettre un terme à l'exploitation par des étrangers de notre industrie pétrolière. Nous devons reprendre cette exploitation au secteur privé et en particulier au secteur privé appartenant à des étrangers.

● (2050)

Bref, il n'aurait pas pu choisir dans notre pays une meilleure industrie pour se condamner que l'industrie pétrolière de l'Alberta. La politique de notre parti est que l'exploitation future des sables bitumineux doit dépendre, non pas exclusivement du gouvernement fédéral, car le contrôle des ressources relève de la juridiction provinciale, mais d'un contrôle public conjoint des gouvernements fédéral et provincial de l'exploitation des sables bitumineux; cela nous permettra à l'avenir de cesser les exportations, de garder cette ressource au Canada et de créer une industrie secondaire au Canada et pour les Canadiens, non pas pour des gens qui vivent ailleurs, afin que les Canadiens et personne d'autre jouissent des principaux avantages de notre patrimoine naturel.

J'aimerais conclure en disant que, s'ils étaient acceptés, les amendements proposés par les Conservateurs gâcheraient une proposition raisonnable, pas une proposition qui sera bénie dans le paradis socialiste de l'avenir, mais

[M. Broadbent.]

une mesure qui constitue un pas dans la bonne voie. Quiconque peut adopter cette position conservatrice doit être une personne qui ne s'intéresse nullement à l'avenir de l'indépendance économique de notre pays.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Le député d'Annapolis Valley (M. Nowlan) désire poser une question mais le député d'Oshawa-Whitby a terminé dans les limites du temps de parole qui lui était imparti. Il faut le consentement unanime de la Chambre pour que le député puisse poser sa question. Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, j'ai seulement une question brève et simple à poser. Qu'il me soit permis de citer la question que le député a posée au ministre de l'Industrie et du Commerce le lundi, 29 octobre dernier, au sujet l'accord sur l'automobile et du renversement de la balance commerciale en faveur des Américains et au détriment des Canadiens. Voici sa question:

... étant donné que les statistiques des trois dernières années révèlent qu'au cours de cette période, plus de 95 p. 100 des placements faits dans cette industrie ont été faits du côté américain, ce qui constitue sans aucun doute la cause principale de ce changement, le ministre peut-il nous dire ce que ses fonctionnaires et lui-même ont fait pour obtenir de l'industrie automobile que nous recevrons notre part d'investissements de ce côté-ci de la frontière?

Le député pourrait-il relever une seule ligne de ce bill qui encourage l'industrie de l'automobile à effectuer pareils investissements de ce côté-ci de la frontière?

M. Broadbent: J'aimerais traiter sérieusement d'une question que je suppose sérieuse. Le député a soulevé l'importante question de l'attitude de notre parti à l'égard de l'industrie automobile au Canada. Si le temps me le permet—je pense avoir amplement le temps de répondre et j'entends en profiter—je dirai qu'en 1964, au lieu de signer l'Accord canado-américain sur l'automobile, le gouvernement fédéral de l'époque aurait, semble-t-il, agi plus sensé—je n'essaie pas d'éluder la question mais d'y répondre en l'envisageant sous deux ou trois points de vue, la question n'étant pas simple—en créant une industrie de l'automobile indépendante qui aurait été la propriété du Canada: voilà ce que notre parti préconisait. Cela n'aurait pu se produire que si le gouvernement avait établi l'industrie automobile au Canada sur une base rationnelle, s'il avait créé en quelque sorte...

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Le député m'a posé une question et j'aimerais qu'il écoute la réponse.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Nous devrions faire au Canada ce que les Allemands ont fait avec la Volkswagen. Le député sait sans doute que tout récemment encore la compagnie Volkswagen appartenait au gouvernement allemand de même qu'en France le gouvernement gère la société Renault. Nous aurions dû faire au Canada ce qu'on a fait ailleurs. Nous aurions dû rationaliser l'industrie et au lieu d'avoir quatre ou cinq compagnies, fusionner les capitaux publics et privés pour créer une fabrique d'automobiles très efficace et qui nous permettrait, à mon avis, de faire concurrence aux autres compagnies sur le marché nord-américain.